

POINT
DE VUEL'égalité de tous devant l'impôt est un droit
constitutionnel, donc incontestable

Les lecteurs retraités du régime des salariés sont de plus en plus nombreux à nous faire part de leurs préoccupations à propos de l'IRG qu'ils payent chaque mois, notamment pour ceux dont le montant de la pension est supérieur à 15 000 DA par mois. Un de ces lecteurs nous livre ci-dessous son point de vue. Pour rappel, dans le «Soir retraite» du mercredi 3 septembre 2008, nous avons annoncé qu'une mesure gouvernementale (voir article ci-contre) avait porté le montant de l'exonération de l'IRG à 20 000 DA.

Devant l'application des nouvelles dispositions prises en faveur des retraités, j'ai constaté que ceux qui ont une pension supérieure à 20 000 DA n'ont point bénéficié de l'exonération fiscale éti-
quétée. Il me semble qu'elle n'a été appliquée que pour les pensions n'atteignant pas ce seuil et celles qui sont au-delà n'ont pas bénéficié de cette exonération, alors qu'il fallait à

juste titre les faire bénéficier pour que l'égalité de tous devant l'impôt soit appliquée. Je m'explique : sous 20 000 DA, l'IRG est égal à zéro dinar, mais pour une pension de 20 010 DA, il y a imposition totale du montant, soit une retenue IRG d'environ 1 000 DA. Je n'ai pas le barème à ma portée, mais ce n'est pas très loin, si non nettement plus (voir le barème). Pour une plus juste et

équitable application de l'IRG, il aurait fallu retrancher la somme non imposable de 20 000 DA du montant de la pension et n'imposer que le reste, soit en d'autres termes faire un abattement de 20 000 DA. C'est le principe même de notre fiscalité, sinon le retraité percevant 20 010 DA paiera 1 000 DA d'IRG, alors que pour son collègue percevant seulement 10 DA de moins, il paiera zéro DA d'IRG. D'où et par voie de conséquence, celui touchant 20 010 DA sera appauvri et pénalisé de 1 000 DA, combien même que la différence des 2 pensions n'était au départ que de 10 DA !

**«Réparez votre erreur
s'il vous plaît» !**

Messieurs les responsables de la CNR, vous faites erreur

dans l'application de ces nouvelles dispositions lesquelles doivent toucher tous les retraités, alors que là vous faites une discrimination en ne faisant bénéficier que ceux ayant une pension sous les 20 000 DA alors que le bénéfice doit profiter à tous.

Et comme par un passé récent, au mois de février 2008, vous avez régularisé les retenues IRG en fonction du nouveau barème mais vous n'avez appliqué ça qu'à partir de février alors que l'effet est à compter du 1^{er} janvier, vous nous avez jamais fait retour de la somme indûment retenue en janvier 2008.

Selon les textes fiscaux en vigueur, vous auriez pu nous les rembourser parce que retenu et imposé à tort, et pour ça l'administration fiscale ne

recherche point à empocher un impôt qui n'est pas réellement dû. La réparation d'une surimposition peut très bien être corrigée, sinon estimons-nous heureux que l'application ait été faite et établie au mois de février, car si elle avait été établie en juillet ou août ou septembre, imaginez un peu le total que cela aurait fait. Il y a moyen de réparer, alors réparez s'il vous plaît !

Je m'excuse pour la longueur de mon courrier, mais c'est pour mieux m'expliquer.

S'il vous plaît faites un résumé de ce que je viens d'exposer et publiez-le dans votre prochaine édition dans le «courrier des lecteurs» dont j'en fait usage pour la première fois et que je ne loupe jamais le mercredi.

Hamani Youcef

Plus d'IRG pour les pensions
inférieures à 20 000 DA

En juillet 2008, lors de la présentation en Conseil des ministres du projet d'ordonnance portant loi de finances complémentaire pour 2008, une disposition relative à la baisse de l'IRG avait été adoptée : elle a été publiée au *Journal officiel* (n°42 du 27 juillet 2008).

En voici le contenu : «Article 3. Les dispositions du paragraphe «d» de l'article 68 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées et rédigées comme suit : «Art. 68. Sont affranchis de l'impôt : d)- les travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non voyants ou sourds-muets dont les salaires ou les pensions sont inférieurs à vingt mille dinars (20 000 DA), ainsi que les travailleurs retraités dont les pensions de retraite du régime général sont inférieures à ce montant.»

LSR

La crise financière engendrerait
20 millions de chômeurs en un an,
selon le BIT

La tourmente financière mondiale et ses répercussions sur l'économie réelle risquent de créer 20 millions de nouveaux chômeurs dans le monde d'ici à la fin 2009, a prévenu, lundi 20 octobre, le directeur général du Bureau international du travail (BIT), Juan Somavia. Selon des estimations du BIT, «le nombre de chômeurs pourrait passer de 190 millions en 2007 à 210 millions fin 2009», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse, ajoutant que ces chiffres pourraient s'aggraver en fonction de l'impact de la crise sur l'économie réelle.

«Cela serait la première fois dans l'histoire [mondiale]», a-t-il ajouté, prévenant que ce chiffre pourrait même s'aggraver en fonction de l'impact de la crise sur l'économie réelle. «Nous avons besoin d'une action rapide et coordonnée des gouvernements pour prévenir une crise sociale qui pourrait s'avérer

sévère, longue et globale», a encore expliqué le responsable. Pour M. Somavia, le nombre de «travailleurs pauvres» qui vivent avec moins d'un dollar par jour pourrait croître de 40 millions tandis que celui des personnes gagnant moins de deux dollars pourrait augmenter de 100 millions entre 2007 et 2009. Il a toutefois estimé que «l'impact serait global» et que les secteurs les plus touchés devraient être le bâtiment, la finance, les services, la construction et le tourisme. Il s'agit de redonner sa place à l'économie réelle, affaiblie par la sphère financière. Le «niveau des profits [du secteur financier] était devenu si élevé que les banques préféraient la finance» au soutien des entreprises créatrices d'emplois, a expliqué M. Somavia. «Le système financier international doit revenir à sa fonction fondamentale qui est le prêt.»

A nos lecteurs...

Le «Soir retraite» du mercredi 15 octobre 2008 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.

Par ailleurs, nous demandons aux lecteurs qui nous ont écrit — par voie postale ou via Internet — de ne pas s'impatiser : nous publierons leur courrier au fur et à mesure de la parution des prochains «Soir retraite».

COURRIER DES LECTEURS

Années d'études
et retraite

Nous, les anciens étudiants des instituts sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur ou d'autres ministères, avons bénéficié de pré-salaires pendant nos années d'études. Actuellement, nous sommes fonctionnaires ou employés dans les entreprises publiques ou privées.

A cet effet, nous vous saurons gré de nous éclairer, si ces années de pré-salaires nous seront comptabilisées dans le cadre de nos retraites.

RÉPONSE : Si pendant ces années d'études, les cotisations à la Sécurité sociale figurant sur votre fiche de paie de «pré-salarié» et celles versées par votre employeur comprenaient une quote-part retraite, ces années seront comptabilisées pour le calcul de votre pension de retraite. Or, dans l'écrasante majorité des cas, les cotisations des «pré-salariés» ne prenaient en charge que le risque «assurance maladie».

Pourquoi l'IRG
pour les retraités ?

Je vous remercie de m'expliquer pourquoi les retraités sont soumis à l'IRG sur leur retraite alors qu'ils se sont acquittés de cet impôt durant toute leur vie d'actifs ? A l'âge de la retraite, doit-on continuer à contribuer au budget de l'Etat en payant l'IRG ? Pourrais-je savoir

sur mon mail le jour de la réponse dans *Le Soir d'Algérie* ?

S. Benzaid

RÉPONSE : L'existence de l'IRG est une mesure de justice sociale. Ce n'est pas le statut du contribuable — salarié ou retraité — qui fait qu'on peut être exonéré ou pas du versement de l'IRG, mais plutôt le montant des revenus perçus.

Allocation de fin
de carrière

Je vous prie de bien vouloir me répondre à la question suivante : je suis sur le point de partir en retraite et ayant totalisé 13 années de travail au sein de la même entreprise en tant qu'agent contractuel (contrats successifs). Est-ce que j'ouvre droit à l'AFC (allocation de fin de carrière) attribuée aux travailleurs permanents partants en retraite ? Si c'est oui, comment faire valoir ce droit ? Mes salutations.

RÉPONSE : Le versement de cette allocation n'est pas un droit pour tous les salariés. Elle existe surtout dans le secteur économique, car pouvant figurer dans la convention d'entreprise. Elle peut aussi être attribuée au titre du budget des œuvres sociales. Effectivement, lorsqu'elle figure dans une convention, il arrive souvent que les contractuels soient exclus du bénéfice de cette allocation.